

Syndicat des Mobilités de Touraine

**Syndicat
des Mobilités
de Touraine**

Contrat de concession de services pour la mise à disposition, l'installation,
l'exploitation, la maintenance et l'entretien des mobiliers urbains pour le
Syndicat des Mobilités de Touraine

**CONVENTION DE CONCESSION DE SERVICES POUR LA MISE A
DISPOSITION, L'INSTALLATION, L'EXPLOITATION, LA MAINTENANCE ET
L'ENTRETIEN DES MOBILIERS URBAINS**

Entre les soussignés :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine dont le siège est situé 60 rue Marcel Dassault Blossac, 37000, TOURS, représenté par son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Comité syndical en date du

Ci-après dénommée l'« **Autorité Concédante** »,

D'une part,

Et :

La société JCDecaux France, dont le siège social est situé 17 rue Soyer, 92523 NEUILLY-SUR-SEINE au capital social de 8 241 669,67 euros, représentée par Madame Ludivine MENCEUR, en sa qualité de Directeur Droit Public et Appels d'Offres, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 622 044 501.

Ci-après dénommée le « **Concessionnaire** »,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

TABLE DES MATIERES

TITRE I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
Article 1	Principes généraux	6
Article 2	Objet du contrat	6
Article 3	Périmètre du contrat.....	8
3.1	Périmètre géographique.....	8
3.2	Périmètre matériel	8
3.2.1	Nombre d’abris voyageurs à l’entrée en vigueur de la présente concession.....	8
3.2.2	Evolution du nombre d’abris voyageurs	8
Article 4	Obligations et responsabilités du Concessionnaire	9
4.1	Exploitation du service	9
4.2	Obligation de conservation des biens placés sous sa garde.....	9
4.3	Réalisation de travaux	9
Article 5	Durée	9
Article 6	Exclusivité	10
Article 7	Exécution personnelle du contrat	10
7.1	Principe d’exploitation directe du Contrat	10
7.2	Exécution du Contrat par des tiers.....	10
Article 8	Continuité du service	11
8.1	Principes	11
8.2	Domages sur mobiliers et travaux	11
Article 9	Qualité du service.....	12
Article 10	Campagnes d’affichage.....	12
10.1	Principes	12
10.2	Campagnes d’affichage de l’Autorité Concédante.....	13
Article 11	Communication – Marque	13
Article 12	Engagements en matière environnementale	14
Article 13	Respect du Règlement Général sur la Protection des Données.....	14
Article 14	Assurances	15
Article 15	Respect des règles liées à l’implantation, à l’exploitation, au déplacement, à la dépose et à la modification des mobiliers.....	15
TITRE II	CARACTÉRISTIQUES DU SERVICE	17

Article 16	Consistance du service	17
16.1	Abris voyageurs installés par le Concessionnaire	17
16.2	Fourniture et pose des abris voyageurs	17
Article 17	Caractéristiques des abris voyageurs	18
Article 18	Entretien et maintenance.....	19
18.1	Principes généraux.....	19
18.2	Entretien des abris	19
18.3	Maintenance des abris	20
18.4	Information de l’Autorité Concédante.....	20
18.5	Contrôle par l’Autorité Concédante	21
Article 19	Déplacement, dépose et modification des mobiliers urbains.....	21
19.1	Déplacement et dépose des mobiliers urbains.....	21
19.2	Modifications à l’initiative du Concessionnaire.....	22
TITRE III	DÉPENSES DE RENOUVELLEMENT ET D’INVESTISSEMENT.....	23
Article 20	Distinction entre les travaux d’entretien et de renouvellement	23
Article 21	Contrôle de l’état des biens par le Concédant	23
TITRE IV	BIENS ET MOYENS HUMAINS NÉCESSAIRES À L’EXPLOITATION	24
Article 22	Inventaire des biens mis à disposition par le Concessionnaire	24
Article 23	Régime du personnel.....	24
TITRE V	RÉGIME FINANCIER	25
Article 24	Rémunération du Concessionnaire.....	25
Article 25	Financement des services et travaux	25
Article 26	Redevance et taxe	25
Article 27	Intéressement à la performance du contrat.....	25
Article 28	Charges contractuelles d’exploitation	26
Article 29	Révision de l’intéressement et des prix unitaires	26
29.1	Révision de l’intéressement.....	26
29.2	Révision des Prix Unitaires	27
Article 30	Réexamen des conditions financières	28
30.1	Motifs de réexamen des conditions financières.....	28
30.2	Modalités de réexamen des conditions financières	28
Article 31	Impôts et taxes	28

Article 32	Consommation afférente au service	29
Article 33	Délais de paiement.....	29
TITRE VI INFORMATION – CONTRÔLE – SANCTIONS.....		30
Article 34	Rapport annuel du Concessionnaire	30
Article 35	Information de l’Autorité Concédante - Concertation	31
35.1	Tableaux de bord	31
35.2	Participation à des instances diverses	32
Article 36	Contrôle de l’Autorité Concédante.....	32
Article 37	Pénalités	33
TITRE VII FIN DU CONTRAT		34
Article 38	Echéance normale de la convention.....	34
Article 39	Résiliation unilatérale pour motif d’intérêt général	34
Article 40	Résiliation pour faute du Concessionnaire	34
Article 41	Résiliation pour Force Majeure.....	35
Article 42	Sort des biens	35
Article 43	Dépose en fin de contrat	35
TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES		37
Article 44	Conciliation - Litiges - Juridiction compétente	37
Article 45	Election de domicile	37
ANNEXES		38

TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le Contrat est une concession de services telle que définie à l'article L. 1121-1 du code de la commande publique. Le Concessionnaire assume le risque lié à l'exploitation de ces services.

A ce titre, le Concessionnaire reconnaît être exposé aux aléas du marché et assume seul le risque d'exploitation.

L'Autorité Concédante ne participera pas au financement du service et ne versera aucun prix en contrepartie de l'exécution des prestations, en dehors des prestations prévues à l'annexe financière.

Article 2 OBJET DU CONTRAT

L'Autorité Concédante confie au Concessionnaire le soin d'assurer la prise en charge des missions de service liées à l'exploitation des mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires.

Dans le cadre du Contrat, l'Autorité Concédante exerce les prérogatives suivantes :

- Détermination de l'emplacement d'implantation des mobiliers et examen des demandes de déplacements éventuelles. Sur le domaine public routier, l'implantation des mobiliers est soumise à l'autorisation du gestionnaire de la voirie, Tours Métropole Val de Loire ;
- Réalisation sur les espaces d'affichage de campagnes d'information sur des mobiliers, dotés de surface d'affichage publicitaire ou non ;
- Contrôle de la bonne exécution du contrat ;
- Contrôle de la conformité des investissements réalisés aux engagements pris par le concessionnaire.

Les missions et les responsabilités du Concessionnaire sont les suivantes :

- La mise à disposition des différents mobiliers, comprenant la fourniture, le transport et la pose ;
- Le dépôt des demandes d'autorisation d'occupation du domaine public auprès de l'autorité gestionnaire avec copie à l'Autorité Concédante ;
- Le déplacement des mobiliers ;
- Les raccordements aux réseaux ;
- Le camouflage esthétique et qualitatif (élégant) des coffres électriques dans le cadre du raccordement du mobilier urbain lorsque cela est nécessaire ;
- La prise en charge des consommations électriques et abonnements relatifs au réseau basse-tension ;

- La prise en charge des raccordements aux réseaux d'eau potable, d'eaux usées, ainsi que les consommations et abonnements ;
- Les réfections provisoires et définitives des sols ;
- L'adaptation du parc de mobiliers urbains en fonction notamment de l'évolution du réseau de transports en commun ou de projets d'aménagement de l'espace public ;
- Le nettoyage et la maintenance (préventive et curative) de l'ensemble du mobilier et le maintien en parfait état de fonctionnement des installations du service ;
- Le renouvellement du matériel et des équipements, notamment de ceux qui viendraient à être détériorés ou défectueux ;
- La dépose et la remise en état des sols en fin de contrat, y compris la démolition des scellements et la suppression du raccordement électrique. Les branchements d'eau potable et eaux usées seront conservés ;
- La prise en charge de l'affichage publicitaire et d'informations non publicitaires ;
- La perception des recettes commerciales et de toute recette annexe liée à l'exploitation du service concédé ;
- La gestion administrative et financière du service ;
- L'information régulière de l'Autorité concédante sur la gestion du service dans les conditions définies au contrat, et notamment la transmission de données de suivi de l'exploitation.

Il devra, en outre :

- Garantir la continuité du service pendant la phase de transition entre les actuels marchés et la concession de service ;
- Mettre en place les mobiliers conformément au cahier des charges et aux besoins des communes autorités concédantes.

Le présent Contrat se caractérise par une rémunération du Concessionnaire au moyen des recettes issues des emplacements publicitaires situés sur le mobilier urbain, à ses risques et périls.

Le Concessionnaire est responsable de l'intégralité des charges, d'investissement et d'exploitation, qu'il doit assumer en application de la présente concession.

Le régime financier est précisé au Titre V below.

Article 3 PÉRIMÈTRE DU CONTRAT

3.1 Périmètre géographique

La gestion et l'exploitation des mobiliers urbains couvrent l'intégralité du ressort géographique de l'Autorité Concédante au jour de la signature du Contrat.

Il est précisé que sur le périmètre du territoire de l'Autorité Concédante, la collectivité gestionnaire du domaine public routier est Tours Métropole Val de Loire. Dans le cadre de l'exécution de son contrat, le Concessionnaire se conformera aux prescriptions du règlement de voirie en vigueur sur le territoire métropolitain.

De manière générale, le Concessionnaire se conformera aux prescriptions édictées par le propriétaire ou le gestionnaire du domaine occupé qui peut être différent de l'Autorité Concédante.

3.2 Périmètre matériel

3.2.1 Nombre d'abris voyageurs à l'entrée en vigueur de la présente concession

Le Concessionnaire s'engage à fournir et financer la totalité des mobiliers, objets du Contrat, soit :

- 196 abris bus ;
- 172 abris tramway et BHNS.

Le détail des équipements et les plans d'implantations figurent en annexe.

3.2.2 Evolution du nombre d'abris voyageurs

Le nombre d'abris voyageurs s'adaptera aux évolutions du réseau Fil Bleu et augmentera comme suit :

	2023	2025	2028
Abris bus	228	196	205
Abris tram/BHNS	110	172	206
TOTAL	338	368	415

Le détail des prix figure à l'annexe financière.

3.3. *Evolution du service*

Conformément à l'article R. 3135-1 du code de la commande publique, les Parties sont convenues que le contrat de concession pourra être modifié en cours d'exécution dans le cas où l'Autorité Concédante souhaite bénéficier de mobiliers innovants ou de services innovants sur

les mobiliers mis à sa disposition dans le cadre du périmètre initial (adaptation des équipements aux avancées technologiques, modernisation des mobiliers, etc.).

Les évolutions arrêtées par les Parties donneront lieu à la conclusion d'un avenant précisant les modalités techniques et financières.

Article 4 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU CONCESSIONNAIRE

4.1 Exploitation du service

Dès la prise en charge du service concédé par le Concessionnaire, ce dernier est responsable du bon fonctionnement du service et des équipements qui lui sont confiés.

Cette responsabilité couvre tous les dommages qui pourraient résulter de l'exploitation du service et des équipements concédés, tant vis-à-vis de l'Autorité Concédante, des usagers du service ou des tiers.

Sont prises en compte toutes les obligations confiées au Concessionnaire au titre du Contrat (obligation de nettoyage, d'entretien, de maintenance, de renouvellement, de conseil à l'Autorité Concédante, etc.), les prescriptions légales et réglementaires, les règles de l'art, les règlements et consignes particulières et les prescriptions relatives à la sécurité.

4.2 Obligation de conservation des biens placés sous sa garde

Le Concessionnaire est par principe chargé de la protection et de la sauvegarde des biens placés sous sa garde, sauf cas de force majeure. Il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Pour bénéficier d'une exonération de sa responsabilité au titre de la force majeure, il appartient au Concessionnaire d'apporter la preuve de l'origine extérieure et du caractère irrésistible et imprévisible des événements à l'origine de la dégradation des biens. A défaut, les conséquences financières qui en résultent sont prises en charge par le Concessionnaire.

4.3 Réalisation de travaux

Le Concessionnaire est responsable des dommages liés à l'existence, à la nature et au dimensionnement des équipements, notamment les désordres de nature décennale et les dommages occasionnés aux tiers, y compris du fait ou à l'occasion de la réalisation, de travaux, de quelque nature que ce soit.

Il est également responsable du paiement des travaux de réparation des équipements, constructions et installations, lorsque sa responsabilité est engagée.

Article 5 DURÉE

La présente concession est conclue pour une durée de 15 ans, à compter du 1^{er} juillet 2025.

Son échéance est donc prévue au 30 juin 2040.

Article 6 EXCLUSIVITÉ

L'Autorité Concédante se réserve le droit d'implanter dans le périmètre de son territoire d'autres mobiliers urbains. Dans ce cas, l'Autorité Concédante s'engage à ce que ses nouvelles implantations, ne perturbent pas l'exploitation des mobiliers faisant l'objet de la concession.

L'Autorité Concédante accorde au Concessionnaire l'exclusivité pour l'ensemble des mobiliers urbains, objets du présent Contrat.

Article 7 EXÉCUTION PERSONNELLE DU CONTRAT

7.1 Principe d'exploitation directe du Contrat

Le Concessionnaire est tenu d'exploiter directement, sans discontinuité et en son nom, le service concédé.

7.2 Exécution du Contrat par des tiers

Le Concessionnaire est autorisé à confier à des tiers dans les conditions de l'article L. 3134-1 et suivants, et R. 3134-1 et suivants du code de la commande publique, une partie des services ou des travaux qui font l'objet du Contrat.

Le Concessionnaire ne peut confier l'intégralité de l'exploitation du service à un tiers.

Les contrats avec les tiers ne peuvent avoir une échéance postérieure à la date de fin du Contrat. En cas de résiliation anticipée du Contrat, les éventuels contrats avec des tiers ne sont pas transférés à l'Autorité Concédante.

Dans tous les cas, le Concessionnaire reste entièrement responsable de l'exécution du service concédé et des biens du service vis-à-vis du Concédant, des usagers et des tiers. Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement la responsabilité civile, les clauses découlant de l'application du Contrat, et la conformité des prestations sous-traitées à la législation en vigueur.

Les cas de grève subis par les tiers n'exonèrent pas le Concessionnaire de ses obligations contractuelles.

Il est de la responsabilité du Concessionnaire de contrôler la réalité et la qualité des services confiés aux tiers et le respect des obligations contractuelles par les tiers. Les tiers exécutent le service sous la direction du Concessionnaire et ne pourront se retourner contre l'Autorité Concédante pour quelque motif que ce soit.

En cas de défaillance d'un tiers, le Concessionnaire met tout en œuvre pour pourvoir à son remplacement. Le Concessionnaire supporte toutes les dépenses que seraient susceptibles d'engager l'Autorité Concédante pour assurer la continuité du service concédé.

Article 8 CONTINUITÉ DU SERVICE

8.1 Principes

Le Concessionnaire est tenu d'exécuter les obligations nées de la présente concession, quelles que soient les circonstances, sauf cas de force majeure ou de grève. Est considéré comme cas de force majeure, tout fait ou circonstance, irrésistible, extérieur aux parties, imprévisible ou si prévisible, inévitable, indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

En dehors des cas mentionnés ci-dessus, il supporte toutes les dépenses engagées par l'Autorité Concédante pour faire assurer provisoirement ses obligations, après mise en demeure non suivie d'effet sous 48 heures.

En cas de non-réalisation de ces engagements, il sera fait application du barème de pénalités fixé à l'Article 37 below.

8.2 Dommages sur mobiliers et travaux

Le Concessionnaire est entièrement et exclusivement responsable tant envers l'Autorité Concédante qu'envers les tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit pouvant résulter de l'installation et de l'exploitation des mobiliers urbains. La responsabilité de l'Autorité Concédante ne peut être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de la gestion des mobiliers urbains, sauf faute de l'Autorité Concédante ou de son personnel.

Le Concessionnaire assume seul, quelle que soit la cause, la responsabilité de tous les accidents et dommages, apparents ou non, résultant de son fait ou de ses prestataires, de son matériel, de ses employés et leurs agissements, dans l'exécution des travaux, de la présence des chantiers, de défauts de signalisation, etc.

Les éventuelles dégradations causées aux voies et espaces publics lors des prestations de pose ou dépose des mobiliers seront en totalité à la charge du Concessionnaire.

En cas d'incident, le Concessionnaire doit mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour intervenir rapidement, procéder aux éventuelles réparations et rétablir le fonctionnement régulier du service. En cas d'interruption de ce dernier, le Concessionnaire assure à titre provisoire et en concertation avec l'Autorité Concédante et, le cas échéant l'exploitant du service de transport, la satisfaction immédiate des besoins les plus urgents ainsi que l'information de la population, des usagers et des autorités compétentes.

Ces obligations pèsent sur le Concessionnaire quelle que soit sa responsabilité dans l'incident à l'origine de la perturbation ou interruption du service. Il lui appartient, le cas échéant, de rechercher la responsabilité des personnes à l'origine du préjudice qu'il subit.

Article 9 QUALITÉ DU SERVICE

Pour inciter le Concessionnaire à mener des actions ayant pour objectif d'améliorer la qualité de service, celui-ci se verra appliquer le barème de pénalités fixé à l'Article 37 below, en cas de non-respect des critères suivants :

- Propreté et netteté des abris : absence de souillure sur les parois la toiture, les montants, les équipements des abris ;
- Présence et bon état de tous les éléments constitutifs des abris : parois, toiture, montants, absence de rayures ou de fêlures ;
- Présence et bon état des supports destinés à l'information des usagers des transports publics ;
- Disponibilité de tous les éléments fonctionnels associés aux abris, en particulier l'alimentation électrique ;
- Réparation ou remise en état des abris endommagés dans les délais fixés à l'Article 18.3 below ;
- Réponses effectives et conformes aux DT et DICT.

Le contrôle est assuré par l'Autorité Concédante ou par une personne mandatée par elle, ce qui n'exclut pas que le Concessionnaire procède à des contrôles internes.

Article 10 CAMPAGNES D’AFFICHAGE

10.1 Principes

Le Concessionnaire est seul responsable de la gestion de ses espaces publicitaires. Il exploite librement et à sa charge la publicité sur les mobiliers, dans le respect de la législation et de la réglementation locale et / ou nationale sur l'affichage et la publicité extérieure.

A aucun moment, l'Autorité Concédante ne peut être considérée comme responsable dans la gestion commerciale des faces publicitaires du Concessionnaire.

Il appartiendra au concessionnaire pour les mobiliers concernés d'assurer une visibilité optimale de l'information institutionnelle dans le respect des règles de sécurité pour les piétons et les autres usagers, cette face devant prioritairement être orientée vers le flux principal. En cas de désaccord sur la position et l'orientation des mobiliers, et notamment de la visibilité de la face communication municipale, l'avis de l'Autorité concédante prévaudra.

Les mobiliers supportant de la publicité (excepté les abris voyageurs) ne pourront être installés à moins de 100 m d'une école primaire ou maternelle.

Le Concessionnaire veille notamment au respect des prescriptions du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) qui s'appliquent à ces mobiliers urbains.

Le Concessionnaire est seul responsable de la teneur des messages et s'engage à garantir l'Autorité Concédante contre tout recours découlant de cette activité. A aucun moment,

l'Autorité Concédante ne pourra être considérée comme responsable dans la gestion commerciale des faces publicitaires du Concessionnaire.

L'Autorité Concédante portera une attention particulière à l'intégration de publicité locale.

Le Concessionnaire veille à éviter toute publicité qui utilise des stéréotypes sexistes ou discriminatoires, et des représentations dégradantes, dévalorisantes, déshumanisantes et vexatoires des femmes et des hommes et des rapports entre eux.

De même, le Concessionnaire veille à éviter toute publicité cautionnant toute forme de discrimination fondée sur l'origine ethnique, l'origine nationale, la religion, le sexe ou l'âge ou portant atteinte à la dignité humaine.

Les publicités ne peuvent en aucun cas avoir un caractère politique, confessionnel, raciste, sexiste ou contraire aux bonnes mœurs.

Une Charte déontologique figure en annexe.

Le Concessionnaire s'engage à retirer une campagne publicitaire qui pourrait présenter des caractères outrageants, et ce dans un délai de 24 heures après information donnée par l'Autorité Concédante par tout moyen écrit (mail, courrier), quels que soient les engagements économiques pris avec les annonceurs.

Un comité de déontologie sera mis en place, et se réunira 2 fois par an. Le Concessionnaire reviendra sur les publicités affichées dans la période précédente, avec une présentation par thématique et typologie, adressée 15 jours en amont de la réunion.

10.2 Campagnes d'affichage de l'Autorité Concédante

Le Concessionnaire s'engage à réserver, pour les besoins de l'Autorité Concédante, un droit d'affichage gratuit à hauteur de 3 campagnes de communication par an incluant les frais techniques d'impression et de pose sur le réseau publicitaire de la concession.

Chaque campagne comporte un volume variant entre 50 et 60 faces pour une durée de 7 jours minimum. Une proportion d'au moins 50 % des faces doit être située en centre-ville et en cœur d'agglomération.

En complément, l'Autorité Concédante se réserve la possibilité de demander une fois par an au Concessionnaire un covering intégral sur 6 abris voyageurs maximum, pour une durée variant de 2 à 3 semaines. Les frais techniques impression et pose de cette opération sont à la charge du Concessionnaire.

Article 11 COMMUNICATION – MARQUE

Le Concessionnaire devra apposer le logo de l'Autorité Concédante sur le mobilier urbain. La charte graphique de l'Autorité Concédante est annexée au présent Contrat.

En cas de changement de logo de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire s'assure de son remplacement sur l'ensemble des mobiliers, sans coût supplémentaire.

Article 12 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

Le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre une démarche environnementale et des plans d'amélioration continue pour œuvrer à :

- La qualité du service rendu à l'utilisateur, et tout particulièrement aux personnes à mobilité réduite ;
- La sécurité de l'exploitation et de la maintenance des mobiliers urbains ;
- La recherche de produits respectueux de l'environnement pour l'entretien des mobiliers urbains ;
- La santé et sécurité de ses personnels ;
- La limitation de la consommation d'eau pour l'entretien des abris voyageurs ;
- La limitation des impacts sur l'environnement ;

Il prend les mesures nécessaires pour ;

- Utiliser des matériaux recyclables, recyclés ou issus du réemploi, traités par des procédés et des produits non-polluants ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre ;
- Réduire la production de déchets ;
- Réduire la consommation de plastique ;
- L'optimisation des opérations d'entretien et de maintenance ;
- L'économie d'énergie ;
- Limiter la consommation électrique des mobiliers urbains, en utilisant notamment des sources lumineuses et des équipements électriques à faible consommation.

Article 13 RESPECT DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Chaque Partie peut être amenée à traiter des données à caractère personnel concernant l'autre Partie ou des membres du personnel de l'autre Partie, salariés, représentants légaux ou autres (les « Personnes Concernées » d'une Partie), à des fins de gestion de la relation commerciale, du Contrat (qu'il s'agisse de la négociation, de la signature, du suivi et/ou de la facturation) et d'éventuels contentieux.

Chaque Partie agit dans ce cadre en qualité de responsable de traitement indépendant et s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, qui définissent les principes à respecter lors de la collecte, du traitement et de la conservation des données à caractère personnel.

Chaque Partie s'engage à mettre à disposition des Personnes Concernées de l'autre Partie les informations relatives au traitement de leurs données à caractère personnel qu'elle effectue au titre du présent article et aux droits dont elles bénéficient, notamment par voie de publication d'une politique de confidentialité sur son site Internet.

Si dans le cadre de la fourniture des Services, des données à caractère personnel étaient amenées à être traitées par le Concessionnaire pour le compte de l'Autorité Concédante en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, les parties mettront en place un accord de traitement de données personnelles.

Article 14 ASSURANCES

Le Concessionnaire fait son affaire de toutes les assurances contre les accidents de quelque nature qu'ils soient qui pourraient être occasionnés par ses travaux et ses installations.

L'assurance contractée doit en outre garantir, selon les usages du droit commun, les risques découlant de l'exploitation du service, et couvrir les biens dont le Concessionnaire a la propriété contre les dommages d'incendie et d'explosion, et ceux qualifiés par les assureurs de risques annexes, y compris les dommages assurables résultant d'un événement ou phénomène pouvant être qualifié de force majeure ou cas fortuit.

Les polices d'assurance doivent comporter une renonciation formelle à tout recours contre l'Autorité Concédante ou ses assureurs sauf faute commise par l'Autorité Concédante ou inexécution d'une obligation mise à sa charge par le présent contrat. Elles doivent être transmises à l'Autorité Concédante dès le début de la concession.

Une attestation de la compagnie d'assurances, certifiant qu'elle a pris connaissance de l'ensemble des dispositions de la présente concession, est fournie à l'Autorité Concédante pour chaque contrat d'assurance et à chaque renouvellement, sans que l'Autorité Concédante n'ait à la solliciter.

Le Concessionnaire prend les dispositions lui assurant que chaque nouveau bien qu'il acquiert dans le cadre de l'exploitation du service concédé est immédiatement couvert par son assurance.

Pour l'ensemble des polices d'assurance susceptibles d'être conclues par le Concessionnaire, il est précisé que :

- La compagnie d'assurance ne pourra se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du Concessionnaire qu'un mois après la notification à l'Autorité Concédante de ce défaut de paiement ; l'Autorité Concédante aura la faculté de se substituer au Concessionnaire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant,
- Les polices ne modifient en rien l'étendue et la nature des responsabilités du Concessionnaire résultant de l'application de la présente concession.

Article 15 RESPECT DES RÈGLES LIÉES À L'IMPLANTATION, À L'EXPLOITATION, AU DÉPLACEMENT, À LA DÉPOSE ET À LA MODIFICATION DES MOBILIERS

Le Concessionnaire est seul responsable du respect de l'ensemble des règles susceptibles d'affecter l'implantation et l'exploitation des mobiliers, notamment :

- Du code de l'environnement et, notamment, les dispositions applicables spécifiquement à l'activité concédée : articles L. 581-1 et suivants et R. 581-1 et suivants du code de l'environnement ;

- De l'arrêté du 15 janvier 2007 modifié portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;
- Des documents locaux d'urbanisme et du code de l'urbanisme ;
- Du code de la voirie routière ;
- Du règlement de voirie métropolitain, notamment pour l'obtention des autorisations d'occupation du domaine public routier ;
- Du code du patrimoine (notamment la partie concernant le droit applicable aux monuments historiques).

Le Concessionnaire reconnaît avoir étudié la faisabilité juridique des implantations projetées au vu de la réglementation à la date de signature du Contrat.

Le Concessionnaire est seul responsable de l'obtention et du maintien de l'ensemble des autorisations, licences et permis requis par la réglementation en vigueur et nécessaires, pendant toute la durée du Contrat, pour l'exploitation du service concédé.

Pour chacune de ces autorisations, le Concessionnaire constitue un dossier de demande d'autorisation qu'il dépose auprès des administrations concernées, de façon à disposer de l'ensemble des autorisations nécessaires. Il reste seul responsable du respect des délais nécessaires pour obtenir à temps lesdites autorisations.

Si, pour quelque motif que ce soit, tout ou partie des mobiliers ne pouvaient être implantés, et devaient être déplacés ou supprimés du fait d'une disposition réglementaire ou législative, les Parties se rencontrent dans les meilleurs délais pour arrêter de nouveaux emplacements de qualité d'audience équivalente. Ce déplacement ne donnera lieu ni à rémunération ni à indemnité du Concessionnaire, sous réserve de l'application de l'article 30.1.

Le Concessionnaire assure la mise en conformité des mobiliers avec la réglementation en vigueur pendant toute la durée du Contrat.

TITRE II CARACTÉRISTIQUES DU SERVICE

Article 16 CONSISTANCE DU SERVICE

16.1 Abris voyageurs installés par le Concessionnaire

Le Concessionnaire installe les abris voyageurs définis en annexe.

Les mobiliers installés par le Concessionnaire dans le cadre du Contrat sont sa propriété pendant toute la durée de la concession.

16.2 Fourniture et pose des abris voyageurs

Les abris voyageurs définis en annexe doivent être fournis et posés par le Concessionnaire sur les emplacements agréés par l'Autorité Concédante.

Sur le domaine public routier métropolitain, le Concessionnaire se conforme aux prescriptions du règlement de voirie métropolitain en vigueur.

Avant toute pose de mobilier à l'emplacement déterminé par l'Autorité Concédante en accord avec la collectivité gestionnaire du domaine occupé, le Concessionnaire est tenu de fournir une fiche d'implantation comprenant tous les éléments d'informations liés à l'implantation, aux caractéristiques des fournitures, dates de mise en œuvre, matériaux de finition de sol, schéma d'implantation du mobilier, pour validation.

La fiche d'implantation devra être remise au plus tard 10 jours ouvrés avant la pose.

Les renseignements auprès des gestionnaires de réseaux sont à obtenir par le Concessionnaire. Il lui appartient de faire les déclarations de projet de travaux (DT) et les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT), les demandes d'arrêté de voirie et de circulation, et de se conformer aux règlements en vigueur.

Le Concessionnaire est le seul responsable de toute dégradation occasionnée du fait de ses travaux aux ouvrages, bâtiments, conduites, réseaux, câbles, etc. Les réparations éventuelles sont à sa charge, en conformité avec les prescriptions techniques des propriétaires concernés.

Le concessionnaire devra communiquer le planning de ses interventions au plus tard 10 jours ouvrés avant le démarrage.

Dans le cas des abris voyageurs, le concessionnaire devra également informer l'exploitant du réseau Fil Bleu préalablement avant ses interventions, afin que celui-ci programme les interventions nécessaires au maintien de l'information voyageurs aux arrêts.

Les plans d'implantation figurent en annexe.

Les frais de fourniture, d'installation, de raccordement et de finition des sols seront à la charge du Concessionnaire.

Lors de la pose, le Concessionnaire veille à limiter au maximum la nuisance aux usagers. Elle démarre à compter de la notification du Contrat.

Les abris voyageurs devront être mis en place dans un délai de 6 (six) mois à compter de la date de notification du Contrat.

En cas de non-respect des délais, il sera fait application du barème de pénalités fixé à l'Article 37 below.

La pose des mobiliers par le Concessionnaire interviendra à l'issue de la dépose des mobiliers de l'ancien Prestataire.

Toute pose de mobilier devra faire l'objet d'un plan de récolement en format DWG et PDF.

Article 17 CARACTÉRISTIQUES DES ABRIS VOYAGEURS

Les abris voyageurs, objets de la présente concession doivent :

- Contribuer à la qualité urbaine de l'espace public, respecter l'environnement urbanistique et architectural et se conformer à l'ensemble des règles issues des documents locaux d'urbanisme ainsi que, le cas échéant, aux prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Respecter, tant dans leurs caractéristiques propres que dans leur implantation, l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, notamment en termes d'espace suffisant pour les fauteuils roulants et de cheminement pour les personnes mal voyantes.

Les prescriptions techniques et esthétiques des abris voyageurs figurent en annexe.

Le Concessionnaire ne peut modifier les caractéristiques des abris voyageurs sans l'accord formel et préalable de l'Autorité Concédante.

Les matériaux permettent aux mobiliers de :

- présenter un comportement au feu conforme à la réglementation qui s'applique pour les espaces publics ;
- être résistants aux chocs ;
- être résistants à la corrosion Les pièces mécaniques sont anti-corrosion et présentent toutes les garanties quant à la pérennité de leur fonctionnement ;
- présenter toutes les garanties de maintien de leur état de surface extérieure et intérieure et à la stabilité de leurs couleurs dans le temps ;
- être résistants au vandalisme et adaptés aux différents procédés de désaffichage et dégraffitage ;
- être conçus pour minimiser les interventions de remise en état de propreté.

Le Concessionnaire doit fournir à l'Autorité Concédante avant la livraison sur site des mobiliers, une note de calcul réalisée par un organisme agréé démontrant la résistance des structures des différents mobiliers et de leurs ancrages au sol.

Les systèmes de fixation de tous les équipements associés aux mobiliers doivent être solides et assurer la rigidité de l'ensemble de la structure et garantir la sécurité des passants notamment

en cas de fortes intempéries, en cas de surcharges d'exploitation suivant la capacité d'accueil du mobilier, ou encore en cas de surcharges accidentelles comme l'intrusion de personnes sur le toit.

Dans le cas où l'Autorité Concédante souhaite au cours du Contrat faire une demande de fourniture et pose de mobilier supplémentaire par le Concessionnaire, le prix d'une telle prestation supplémentaire est déterminé sur la base des prix unitaires définis à l'annexe financière.

Article 18 ENTRETIEN ET MAINTENANCE

18.1 Principes généraux

Pour l'Autorité Concédante, la politique de maintenance mise en œuvre par le Concessionnaire doit contribuer à la réalisation des objectifs suivants :

- Contribuer à la bonne image de l'espace public sur le territoire de l'Autorité Concédante ;
- Permettre au réseau de transport urbain d'être porteur d'une image valorisante de l'action de l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire est chargé de l'entretien et de la maintenance de l'ensemble des abris objets de la présente concession, qu'ils soient fournis à la date d'entrée en vigueur de la présente concession ou mis en place au cours de celle-ci. En particulier, le Concessionnaire s'engage à fournir l'ensemble des pièces détachées nécessaires à la maintenance de ces biens.

Un système d'astreinte pour la maintenance et l'entretien des mobiliers doit être mis en place par le Concessionnaire pour intervenir en cas d'urgence. A cet effet, le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante un numéro spécifique joignable 24 h sur 24 et 7 jours sur 7.

En tant qu'exploitant d'un réseau sensible, le Concessionnaire déclare les réseaux d'alimentation électrique de ses mobiliers auprès du guichet unique (Inéris) conformément à la réglementation anti-endommagement des réseaux en vigueur. A ce titre, il met en œuvre un service de réponse aux DT et DICT des responsables de projets et entreprises. La précision des plans transmis est de classe A.

18.2 Entretien des abris

Le Concessionnaire doit procéder au nettoyage régulier des abris, à l'enlèvement de l'affichage sauvage, des autocollants et graffitis divers, aux réparations nécessaires, aux dépannages électriques et renouvellement des sources lumineuses. Les tags et affichages sauvages doivent être retirés sous 48 heures après signalement par l'Autorité Concédante.

Les prescriptions relatives à la périodicité et au type de nettoyage, à la périodicité et au type de maintenance et au type de produits utilisés figurent en annexe.

Les tournées de nettoyage auront lieu toutes les deux semaines.

18.3 Maintenance des abris

En cas de détérioration d'un mobiliers urbains, le Concessionnaire respecte les délais de remise en état suivants :

- Remplacement des glaces dans un délai maximum de 72 heures à compter de la survenance de l'évènement et de son signalement ;
- Nettoyage des bris de glace et mise en sécurité de l'abri dans un délai maximum de 2 heures à compter de la survenance de l'évènement et de son signalement ;
- Remplacement des mobiliers urbains non réparables dans les 45 jours à compter de la survenance de l'évènement et de son signalement.

En cas de difficulté, les Parties pourront convenir de l'installation d'un abri-voyageurs sur platine comme solution palliative temporaire.

Les prescriptions relatives à la maintenance figurent en annexe.

En cas de raccordement sur le réseau d'éclairage public, le remplacement des coffrets de coupure détériorés ou non conformes est pris en charge par le Concessionnaire selon les prescriptions du service gestionnaire du réseau d'éclairage public. En cas de problème de fonctionnement généré par des mobiliers urbains sur le réseau d'éclairage public, l'exploitant de l'éclairage public peut interrompre et consigner l'alimentation électrique des mobiliers urbains concernés sans préavis. L'interruption de l'alimentation est signalée au Concessionnaire après intervention. Le coût de l'intervention est facturé au Concessionnaire.

En matière de vandalisme, le Concessionnaire s'engage à la remise à niveau des biens, à ses frais, lorsqu'il s'agit d'actes mineurs courants comme les tags, les gravures, les rayures, les salissures et les casses sur les abris. En cas de destruction d'un abri, le Concessionnaire procède à son remplacement.

18.4 Information de l'Autorité Concédante

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante :

- Par écrit, des campagnes de nettoyage régulier et d'entretien systématique et programmable des abris ;
- Par courriel, des interventions de réparation, de maintenance ou de remplacement des abris ;
- Par courriel, de la survenance de tout accident ;

Par téléphone, des interventions d'urgence avec confirmation par courriel du détail de l'intervention dès l'achèvement de celle-ci.

Dans les deux derniers cas, le Concessionnaire doit pour chaque intervention informer l'Autorité Concédante de son arrivée sur site, de la durée et des conditions de son intervention et de la fin de celle-ci et de son départ du site.

En lui transmettant, chaque trimestre, un état récapitulatif précisant par mobilier l'ensemble des interventions relatives à l'entretien et la maintenance. Ce document sera remis sur support

informatique. Le rapport devra, en plus de mentionner le nombre de nettoyage / entretien / maintenance réalisé, faire un bilan par rapport aux engagements pris dans le contrat.

18.5 Contrôle par l'Autorité Concédante

L'Autorité Concédante se réserve le droit de vérifier l'état d'entretien des abris et, le cas échéant, de mettre en demeure le Concessionnaire de remédier aux défauts constatés. En cas de carence du Concessionnaire, le nettoyage sera effectué d'office par l'Autorité Concédante aux frais du Concessionnaire 48 heures après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

Cependant si, du fait du Concessionnaire, la sécurité publique vient à être compromise par le mauvais état des installations ou du matériel, l'Autorité Concédante peut proposer aux autorités compétentes en matière de police de prendre immédiatement, aux frais et risques de celui-ci, les mesures nécessaires pour prévenir tout danger, sans mise en demeure préalable.

Le non-respect des dispositions du présent article donne lieu à l'application au Concessionnaire des pénalités définies à l'Article 37 below.

Article 19 DÉPLACEMENT, DÉPOSE ET MODIFICATION DES MOBILIERS URBAINS

19.1 Déplacement et dépose des mobiliers urbains

L'objet principal de l'implantation des abris voyageurs étant de satisfaire aux besoins des usagers, les dépenses de toutes natures engendrées par le déplacement ou la suppression des abris voyageurs sont à la charge exclusive du Concessionnaire.

Les sols sont remis dans leur état initial par le Concessionnaire, de même que la dépose des réseaux (enlèvement des câbles) et la suppression des fondations comme de toute installation annexe rattachée au mobilier concerné.

Lorsque l'administration, pour l'exécution de travaux publics dans l'intérêt de la voirie ou de la commodité et de la sécurité de la circulation, juge nécessaire de supprimer soit définitivement, soit momentanément, ou de déplacer certains mobiliers urbains, le Concessionnaire est tenu de se soumettre aux injonctions de celle-ci sans pouvoir prétendre à quelques indemnités que ce soit pour une quantité maximum de 10 abris voyageurs par an, cumulable d'année en année, pendant la durée de la concession (frais de démontage, remontage et raccordement éventuel). Dépassé cette quantité, les autres abris voyageurs seront pris en charge par l'Autorité Concédante.

L'ensemble des prestations consécutives au transfert du mobilier est à la charge du Concessionnaire (frais de démontage, remontage et raccordement éventuel).

Il ne peut, non plus, demander une indemnité lorsque l'affichage doit être interrompu pour cause de travaux à exécuter pour le compte de la Ville et ou de ses concessionnaires du service public. En cas d'interruption de l'affichage pour une durée supérieure à un (1) mois, un emplacement temporaire de substitution, de qualité et d'audience équivalentes, sera déterminé par les Parties.

Les déplacements ou suppressions demandés par l’Autorité Concédante seront réalisés dans un délai de 1 (un) mois maximum à compter du jour de réception de la demande (y compris remise en état des sols).

19.2 Modifications à l’initiative du Concessionnaire

La liste des implantations du mobilier urbain peut varier en cours de Contrat. Ces modifications éventuelles ne modifient cependant pas l’équilibre global du Contrat, si elles ne concernent que les sites d’implantation et à condition que ces modifications soient justifiées par :

- Une évolution de la réglementation,
- Une évolution de l’urbanisation,
- Des aménagements du domaine public,
- Une évolution des services publics auxquels les mobiliers sont rattachés (modification de lignes de bus par exemple),
- Des problèmes de sécurité.

TITRE III DÉPENSES DE RENOUVELLEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Article 20 DISTINCTION ENTRE LES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT

Le Concessionnaire s'engage, eu égard à leur destination, âge, état à la date d'entrée en vigueur du Contrat, d'acquisition et/ou de mise à disposition, à assurer le bon entretien des biens nécessaires à l'exploitation, pendant toute la durée du Contrat.

Le Concessionnaire supporte toutes les charges générées par leur usage ou par leur garde, y compris les impôts et taxes et les polices d'assurance. Le Concessionnaire est tenu de faire procéder, à ses frais, à tous les contrôles prévus par la réglementation concernant les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire s'engage à entretenir et à maintenir les biens qu'il a acquis et financés ainsi que les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante. Les travaux d'entretien et de maintenance entrant dans le cadre du Contrat portent notamment sur :

- toutes les opérations normales permettant d'assurer le maintien en état et la bonne hygiène des installations du service ;
- toutes les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène, la propreté et l'esthétique des installations et leur intégration dans l'environnement ;
- la remise en état de fonctionnement du matériel à la suite d'incidents ou d'actes de vandalisme.

Le Concessionnaire est chargé par ailleurs de l'exécution de travaux de renouvellement sur les systèmes, les équipements et les installations du service concédé selon les normes et règles en vigueur.

Les travaux de renouvellement comprennent toutes les opérations, qui consistent à remplacer ou à réhabiliter les systèmes, les équipements et les installations du service en cas d'usure ou de défaillance.

Le non-respect de ces obligations expose notamment le Concessionnaire à la mise en application de pénalités prévues à l'Article 37 below.

Article 21 CONTRÔLE DE L'ÉTAT DES BIENS PAR LE CONCÉDANT

L'Autorité Concédante se réserve le droit de contrôler l'état des biens utilisés dans le cadre du service, de transmettre au Concessionnaire ses observations éventuelles et de prendre ou de faire prendre toutes mesures au cas où le bon fonctionnement du service viendrait à être compromis.

En cas d'insuffisance, l'Autorité Concédante met le Concessionnaire en demeure d'y remédier. A défaut d'exécution dans le délai imparti, il fait assurer, aux frais et risques du Concessionnaire les investissements sur les installations ou les matériels concernés.

TITRE IV BIENS ET MOYENS HUMAINS NÉCESSAIRES À L'EXPLOITATION

Article 22 INVENTAIRE DES BIENS MIS À DISPOSITION PAR LE CONCESSIONNAIRE

L'ensemble des abris voyageurs fournis par le Concessionnaire sont recensés dans un inventaire tenu à jour régulièrement, à chaque changement et en tout état de cause chaque année.

Ils restent pendant toute la durée de la concession la propriété du Concessionnaire.

En fin de concession, les Parties pourront convenir d'un commun accord que ces biens soient rachetés par l'Autorité Concédante à leur valeur nette comptable. A cette fin, le Concessionnaire précisera la valeur nette comptable des abris voyageurs dans le rapport annuel prévu à l'Article 34 below.

Article 23 RÉGIME DU PERSONNEL

Le Concessionnaire affecte le personnel qualifié nécessaire à l'exécution du service. Il est l'employeur de son personnel et en assume toutes les responsabilités (contrats de travail, accords d'entreprises et négociations collectives, formation, embauches, licenciements, avancements, promotions, sanctions).

Le Concessionnaire ne pourra invoquer le manque de personnel pour justifier une interruption d'exploitation du service. La grève du personnel du Concessionnaire ne pourra être considérée comme un cas de force majeure exonératoire de ses engagements à l'égard de l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire est garant du respect des dispositions du Contrat par son personnel.

Le Concessionnaire est tenu d'exploiter les ouvrages et installations du service concédé en conformité avec la législation et la réglementation relatives aux conditions de travail des salariés. Il est seul responsable de l'application des conditions de travail et notamment des règles relatives à l'hygiène et la sécurité.

TITRE V RÉGIME FINANCIER

Article 24 RÉMUNÉRATION DU CONCESSIONNAIRE

Le Concessionnaire est autorisé à exploiter à titre exclusif les supports des mobiliers du Contrat à des fins publicitaires.

Le Concessionnaire tire sa rémunération de l'exploitation des mobiliers dans les conditions prévues au Contrat.

Le Concessionnaire assume l'intégralité des risques liés à l'exploitation et ne pourra pour quelque motif que ce soit obtenir le versement d'un prix, complément de prix, indemnité, ni exiger une modification des conditions d'exploitation du service en cas d'évolution des conditions économiques quelle qu'en soit la cause.

Les recettes prévisionnelles sont décomposées et présentées en toute transparence dans le compte d'exploitation prévisionnel en annexe.

Article 25 FINANCEMENT DES SERVICES ET TRAVAUX

Les prestations objet du Contrat ne donnent pas lieu au versement d'un prix à l'exception des prestations prévues au bordereau des prix unitaires dans l'annexe financière.

Article 26 REDEVANCE ET TAXE

Le contrat de concession donne lieu au versement par le Concessionnaire d'une redevance d'occupation du domaine public, dont le montant est fixé par Tours Métropole Val-de-Loire.

Les mobiliers urbains publicitaires implantés sur le domaine public routier sont soumis à une redevance d'occupation du domaine public (RODP) perçue par Tours Métropole Val de Loire dont le détail par année figure dans le CEP Annexe 8.

Si la commune sur le territoire de laquelle l'abri-voyageurs publicitaire est installé a instauré la TLPE, le mobilier est soumis à l'application de la taxe locale de la publicité extérieure (et non à la redevance d'occupation du domaine public perçue par la Métropole).

Article 27 INTÉRESSEMENT À LA PERFORMANCE DU CONTRAT

Le Concédant est intéressé à la performance du Contrat.

Le Concessionnaire verse chaque année à l'Autorité Concédante un intéressement calculé en fonction des seuils de chiffre d'affaires suivants :

Seuil	Taux d'intéressement
-------	----------------------

Pour la part de CA < ou égal au CA prévisionnel	0%
Pour la part du CA réalisé > à CA prévisionnel	15%

Le chiffre d'affaires prévisionnel est révisé par application de la formule définie à l'Article 29.1 below. L'intéressement est versé chaque année par le Concessionnaire au mois d'avril de l'année suivant celle sur laquelle porte l'intéressement, en une fois, sur production par le Concessionnaire des justificatifs quant au montant des recettes réalisées, et sur présentation d'un titre de recettes.

En cas d'ajout de mobiliers publicitaires en cours d'exécution, le chiffre d'affaires prévisionnel servant de référence au calcul de l'intéressement sera corrigé pour tenir compte des mobiliers ajoutés (cf. chiffre d'affaires prévisionnel renseigné dans l'annexe financière – Onglet 1. Caractéristiques).

En cas de non-versement par le Concessionnaire des montants dus, l'intéressement porte intérêt au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (conformément aux dispositions de l'article R.3133-25 du code de la commande publique).

L'intéressement dû au Concédant est assujetti à la TVA, selon le taux légal en vigueur.

Article 28 CHARGES CONTRACTUELLES D'EXPLOITATION

Le Concessionnaire supporte l'ensemble des charges d'exploitation du service objet du Contrat, de sorte que l'Autorité Concédante ne puisse être inquiétée, si sa responsabilité recherchée à ce sujet.

La décomposition des charges prévisionnelles figure en annexe (Compte d'exploitation prévisionnel).

Article 29 RÉVISION DE L'INTÉRESSEMENT ET DES PRIX UNITAIRES

29.1 Révision de l'intéressement

Le chiffre d'affaires prévisionnel est révisé annuellement. La première révision est appliquée lors du versement de l'intéressement applicable en 2025. Le chiffre d'affaires prévisionnel est révisé au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule d'indexation suivante (indice des prix de production des services français aux entreprises françaises, publié par l'INSEE sous l'identifiant 010766502) :

[n/n0]

Dans laquelle :

- n est la valeur de l'indice au deuxième trimestre de l'année précédant celle où l'indexation est appliquée ;
- n0 est la valeur de l'indice au quatrième trimestre 2023, soit 106,7

Si la définition de l'indice entrant dans la formule d'indexation vient à être modifiée ou si l'indice cesse d'être publié, un ou des nouveaux indices, préconisés par l'INSEE, seront introduits d'un commun accord entre le Concédant et le Concessionnaire afin de maintenir la formule conforme aux intentions des Parties.

Dans le cas où il n'est pas préconisé d'indice de substitution par l'INSEE, les Parties se mettent d'accord sur son remplacement par un indice équivalent correspondant sensiblement au même élément du prix de revient.

29.2 Révision des Prix Unitaires

Les prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sont révisables, semestriellement, à la hausse comme à la baisse, au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,15 + (0,75(IME/IME0) + 0,10 (FSD1/FSD10))$$

dans laquelle :

- P0 = prix de base., défini à l'Annexe 4.
- La valeur des indices au dénominateur est celle des indices de mars 2024 soit 138,9 pour l'indice IME et 117,4 pour l'indice FD
- La valeur des indices au numérateur est celle du 1^{er} jour du mois de septembre de l'année précédant celle où l'indexation est appliquée que l'indice publié à cette date soit provisoire ou définitif. IME = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés, industries mécaniques et électriques, publié par l'INSEE sous l'identifiant 001565183.
- FD = Index divers de la construction - FD - Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics publié par l'INSEE sous l'identifiant 001711011.

Préavis : Le Concessionnaire doit présenter la demande de révision des prix selon les modalités ci-dessous.

Il doit en informer le Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans son courrier, le Concessionnaire rappelle les indices utilisés et précise clairement les nouveaux prix.

Il doit remettre cette proposition 30 jours avant son application. Lors de la réception des nouveaux prix, une vérification est faite par le Concédant.

La révision peut être appliquée à l'initiative du Concédant qui présente la demande de révision au Concessionnaire selon les mêmes modalités.

Article 30 RÉEXAMEN DES CONDITIONS FINANCIÈRES

30.1 Motifs de réexamen des conditions financières

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution de la convention, imprévisibles au moment de sa passation, les conditions financières de la convention peuvent être revues à la hausse ou à la baisse, dans les cas suivants :

- En cas de décision de l'Autorité Concédante entraînant une modification significative des conditions d'exploitation du service ;
- En cas de variation significative des conditions financières de la convention à la hausse ou à la baisse de plus ou de moins de 25 % en euros constants par rapport aux comptes d'exploitation prévisionnels figurant en annexe, qui ne serait pas prise en compte par l'application des règles d'indexation définies à l'Article 29 above ;
- En cas de changement dans la réglementation produisant ses effets pendant la durée de la convention et impliquant d'importants travaux de mise en conformité ou une modification significative des conditions d'exploitation.
- En cas de modification ou d'évolution des montants de redevance d'occupation du domaine public fixés par Tours Métropole Val de Loire par rapport aux montants pris en compte dans l'annexe 8.

30.2 Modalités de réexamen des conditions financières

Le réexamen peut avoir lieu à la demande de l'Autorité Concédante ou du Concessionnaire, sur production de pièces justificatives et d'une demande argumentée.

Le réexamen des conditions financières peut entraîner notamment des conséquences à la hausse comme à la baisse sur :

- Le taux de l'intéressement défini à l'Article 26 above ;
- Le seuil d'intéressement variable versé au Concédant tel défini à l'Article 26 .

Le Concessionnaire produit les comptes de l'exploitation, le programme d'investissement, l'évaluation de l'impact de l'évolution des conditions techniques et économiques d'exécution de la convention sur ses charges et ses recettes réelles.

Les Parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord, dans un délai de six mois à compter de la saisine, sur les éventuelles modifications à apporter par avenant aux documents contractuels.

À défaut, le différend est réglé conformément aux stipulations de l'Article 44 below.

Article 31 IMPÔTS ET TAXES

Tous les impôts et taxes et notamment ceux établis par l'État, les Collectivités locales, ou les établissements publics de coopération intercommunale liés au service sont à la charge exclusive du Concessionnaire.

Toutes les factures qui pourraient être émises par l'Autorité Concédante devront faire apparaître la TVA si celle-ci est due.

Le Concessionnaire assume l'ensemble des risques liés à la modification de la réglementation et aux évolutions des impôts et taxes dont il est redevable en application des présentes stipulations. Il ne peut prétendre ni à une indemnisation ni à une prolongation de la convention ni à une modification des conditions d'exploitation du service, sous réserve de l'application de l'article 30.1.

Le Concessionnaire s'engage à supporter toute fiscalité nouvelle légalement instituée, ainsi que toute variation des taux d'imposition qui pourraient survenir au cours de l'exécution de la présente convention.

Article 32 CONSOMMATION AFFÉRENTE AU SERVICE

Pour les mobiliers raccordés au réseau d'éclairage public et non soumis à la RODP, le Concessionnaire versera à Tours Métropole Val de Loire, gestionnaire du réseau d'éclairage public, une participation financière sur la base des tarifs votés par délibération métropolitaine.

Article 33 DÉLAIS DE PAIEMENT

En cas de retard de versement par l'Autorité Concédante des sommes dues au Concessionnaire et réciproquement, toutes les sommes dues par l'une ou l'autre des parties au titre de la présente convention sont, de plein droit, majorées à compter de leur date d'exigibilité, de pénalités de retard calculées au prorata temporis, aux conditions fixées aux articles L. 3133-10, L. 3133-12, L. 3133-13 et R. 3133-10 à R. 3133-28 du code de la commande publique.

TITRE VI INFORMATION – CONTRÔLE – SANCTIONS

Article 34 RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE

En application des dispositions des articles L. 3131-5 et R. 3131-2 et 3 du code de la commande publique, le Concessionnaire transmet à l'Autorité Concédante, chaque année avant la date expressément convenue du 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la concession de service et une analyse de la qualité du service.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'Autorité Concédante d'apprécier les conditions d'exécution du service.

Le rapport annuel comprend, outre une consolidation des informations figurant dans les tableaux de bord tels que décrits à l'Article 35.1 below les éléments suivants :

- Les différents mobiliers implantés sur le territoire ;
- L'état des mobiliers raccordés au réseau d'éclairage public (en précisant la puissance installée pour chacun) ;
- Les opérations de maintenance préventive ou curative réalisées ;
- Les déplacements, ajouts ou suppressions de mobiliers au cours de l'année ;
- Le bilan annuel des consommations des mobiliers ;
- Un relevé annuel des entrées mensuelles par sanitaire, ainsi que le nombre de jours d'indisponibilité et les raisons ;
- Le compte d'exploitation de l'année N-1 précisant le prévisionnel pour l'année N

Ainsi que les données financières et comptables suivantes :

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la Concession qui présente le résultat issu de la différence entre l'ensemble des produits d'exploitation et l'ensemble des charges (d'exploitation, calculées et de structure) après prise en compte du résultat financier. Il est constitué selon la même trame que le compte d'exploitation prévisionnel. Si nécessaire, certaines lignes pourront faire l'objet d'un sous détail. Le compte annuel de résultat rappelle notamment :
 - les données des exercices précédents depuis l'entrée en vigueur du contrat ;
 - les méthodes et les éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
 - une justification de la variation de chacun des postes du compte annuel de résultat de l'exploitation de la Concession par rapport à l'exercice précédent.
- Les comptes annuels détaillés (présentant notamment le détail des frais de structure, les flux financiers intra-groupe), les comptes sociaux et une copie de la liasse fiscale et des déclarations sociales de l'entreprise dédiée ;
- Les rapports du commissaire aux comptes nommés par le Concessionnaire ;

- Les éléments relatifs à la dotation annuelle d'amortissement, notamment :
 - le montant de la dotation annuelle au titre de l'amortissement des investissements ;
 - le montant des dépenses effectives d'investissement de l'exercice concerné (tous frais généraux exclus) déterminé conformément aux dispositions ci-dessus, en détaillant dépenses effectives « justifiées » et « hors plan » ;
 - un état des dotations et des dépenses effectives d'investissement depuis l'entrée en vigueur du contrat.
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la Concession de service et nécessaires à la continuité du service ;
- Les conditions économiques générales de l'année d'exploitation ;
- Les recettes d'exploitation ;
- Le montant global des créances irrécouvrables constatées sur l'année et affectées au contrat ainsi que les mesures prises par le Concessionnaire pour limiter le nombre et le montant global des impayés ;
- La liste et le montant des contrats passés avec des tiers, dont le montant dépasse 20 000 € HT par an ;
- Les justificatifs de dépenses sur demande de l'Autorité Concédante.

L'Autorité Concédante pourra se voir communiquer tous les documents permettant de justifier des informations communiquées dans le rapport annuel.

Le Concessionnaire doit tenir en permanence à la disposition de l'Autorité Concédante le compte spécifique des recettes liées à la publicité et le cas échéant, aux autres équipements autorisés par l'Autorité Concédante.

Enfin, le Concessionnaire transmet annuellement en même temps que son rapport et ses comptes sociaux un fichier informatique comprenant l'ensemble des informations visées à l'arrêté n° ECOM2235716A du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession, sous un format aisément utilisable.

En cas de non-respect des délais, il sera fait application du barème de pénalités fixé à l'Article 37 below.

Article 35 INFORMATION DE L'AUTORITÉ CONCÉDANTE - CONCERTATION

35.1 Tableaux de bord

Le Concessionnaire communiquera trimestriellement à l'Autorité Concédante les éléments suivants :

- Installation de nouveaux abris : emplacement et date de réception et mise en service
 - Abris publicitaires
 - Abris non publicitaires
- Mouvements d'abris

- Abris déposés de manière définitive : emplacement et date
- Abris déposés de manière provisoire : emplacement et date
- Abris déposés remis en place : emplacement et date
- Interventions sur les abris :
 - Nettoyage : dates et opérations effectuées
 - Réparations (nature et coût)
 - Remplacement d'éléments
 - Dépannages
 - Entretien courant : nature
 - Autres interventions
- Liste des abris en fin de mois / fin de mois précédent
- Evénements particuliers à signaler
 - Mise en service d'une fonctionnalité nouvelle
 - Difficultés d'exploitation rencontrées
 - Neutralisation de certains abris
 - Dommages exceptionnels
 - Autres

35.2 Participation à des instances diverses

Le Concessionnaire participe aux instances diverses (commissions, groupes de travail, etc.), mises en place par l'Autorité Concédante ou par d'autres collectivités, dont l'objet se rapporte à celui de la présente convention. Il s'engage à y assurer une représentation en adéquation avec l'objet de ces instances et des thèmes traités.

Article 36 CONTRÔLE DE L'AUTORITÉ CONCÉDANTE

Toutes les personnes accréditées à des fins de contrôle par l'Autorité Concédante peuvent se rendre auprès du Concessionnaire et se faire présenter toutes les pièces nécessaires à leur contrôle. Elles peuvent procéder à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que les biens affectés à l'exploitation sont exploités et entretenus dans les conditions de la présente concession et que les intérêts contractuels de l'Autorité Concédante sont sauvegardés.

Toute personne habilitée par l'Autorité Concédante dispose d'un droit d'accès permanent dans l'ensemble des équipements et installations et peut se faire remettre copie de tout document comptable, administratif ou technique.

Dans tous les cas, les procédures de contrôle mises en œuvre et leurs résultats s'imposent au Concessionnaire. Celui-ci est tenu de remettre aux représentants de l'Autorité Concédante une copie de tout document sur simple demande, sans préjudice du caractère éventuellement confidentiel des informations communiquées.

L'Autorité Concédante se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer des enquêtes, afin de mieux cerner les performances et le fonctionnement du service en vue de l'améliorer et/ou de le développer.

L'Autorité Concédante pourra demander à tout moment au Concessionnaire de lui transmettre les copies des autorisations d'occupation du domaine public.

Article 37 PÉNALITÉS

Sauf cas de force majeure, ou cause exonératoire de responsabilité prévue par la présente convention, faute pour le Concessionnaire de respecter ses obligations contractuelles, des pénalités peuvent lui être appliquées.

Celles-ci sont détaillées en annexe.

TITRE VII FIN DU CONTRAT

Article 38 ECHÉANCE NORMALE DE LA CONVENTION

Le Contrat prend fin à l'expiration de sa durée telle que définie à l'Article 5 above.

Article 39 RÉSILIATION UNILATÉRALE POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Le Concédant peut, à tout moment, mettre fin au Contrat pour un motif d'intérêt général.

La résiliation est prononcée par l'Autorité Concédante moyennant un préavis d'au moins trois (3) mois, dûment motivé et notifié au Concessionnaire. La prise d'effet de la résiliation peut être reportée à la date d'entrée en vigueur du nouveau mode de réalisation/gestion.

Le Concessionnaire dispose d'un droit à indemnité défini comme suit :

- Les dépenses utiles engagées par le Concessionnaire, après déduction des recettes, pour la bonne exécution du Contrat, à la date de prise d'effet de la résiliation sur présentation de justificatifs ;
- Une indemnité de manque à gagner : cette indemnité est calculée par référence au bénéfice moyen réalisé sur les années écoulées multiplié par le nombre d'années restant à courir dans la limite de cinq (5) ans. Ce montant est plafonné au bénéfice escompté tel qu'il résulte des chiffres mentionnés dans le compte prévisionnel d'exploitation.

Article 40 RÉSILIATION POUR FAUTE DU CONCESSIONNAIRE

La résiliation peut notamment être prononcée dans les cas suivants :

- Défaut de réalisation des aménagements, systèmes, et équipements ;
- Défaut de prise en charge des installations du service concédé à la date d'effet fixée à l'Article 5 above ;
- Refus de s'acquitter de ses obligations financières contractuelles ;
- Défaillance dans la gestion du service dans les conditions contractuelles ;
- Non-respect répété des règles de sécurité dont la responsabilité relève du Concessionnaire ;
- Interruption de la continuité du service de manière prolongée ou répétée ;
- Cession du Contrat à un tiers sans l'autorisation de l'Autorité Concédante ;
- Non-justification des assurances nécessaires à l'exploitation du service ;
- Liquidation judiciaire du Concessionnaire.

La résiliation pour faute doit obligatoirement être précédée d'une mise en demeure, dûment motivée et notifiée du Concédant, en fixant un délai d'au moins un (1) mois au Concessionnaire pour respecter ses obligations.

Le Concessionnaire peut présenter toutes observations écrites et demander à être entendu sur les motifs de la mise en demeure.

Le Concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation résultant de l'expiration anticipée du Contrat.

Article 41 RÉSILIATION POUR FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, entendue comme toute circonstances imprévisibles et extérieures aux Parties et excluant, durablement et irrésistiblement, l'exécution totale ou partielle du Contrat, malgré tous leurs efforts raisonnablement possibles, la résiliation peut être prononcée, à la demande du Concessionnaire à la suite de la transmission d'un rapport détaillé. L'Autorité Concédante dispose d'un délai de deux (2) mois pour notifier au Concessionnaire son accord sur le bien-fondé de cette prétention ou son refus dûment justifié.

Le Concessionnaire dispose d'un droit à indemnité défini comme suit : les dépenses utiles engagées par le Concessionnaire, après déduction des recettes, pour la bonne exécution du Contrat, à la date de prise d'effet de la résiliation sur présentation de justificatifs.

Article 42 SORT DES BIENS

Au terme de la durée du Contrat ou en cas de fin anticipée, l'Autorité Concédante peut acquérir tout ou partie des mobiliers installés par le Concessionnaire et qui sont la propriété du Concessionnaire dans le cadre du Contrat.

En cas de fin anticipée du Contrat à l'initiative de l'Autorité Concédante, cette dernière dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la notification de la décision de résiliation pour exprimer son intention de rachat. Son silence vaut renonciation à l'achat des mobiliers.

Dans les autres cas, l'Autorité Concédante informe le Concessionnaire de son intention de rachat des mobiliers par lettre recommandée avec accusé de réception six (6) mois avant la date d'expiration du Contrat.

Le montant du rachat du ou des mobiliers est fixée à la valeur nette comptable.

Le Concessionnaire assume l'ensemble des frais liés au démontage des mobiliers urbains implantés sur le territoire et à la remise en état du domaine public. Le Concessionnaire devra proposer à l'Autorité Concédante par lettre recommandée avec accusé de réception postal, un calendrier de dépose, au plus tard six (6) mois avant la date d'expiration du Contrat, qui devra ensuite obtenir l'accord de ce dernier.

A défaut, le démontage et la remise en état seront réalisés aux frais et risques du Concessionnaire par une entreprise tierce, après mise en demeure restée sans effet.

Article 43 DÉPOSE EN FIN DE CONTRAT

La dépose des mobiliers s'effectue au cours du 3^{ème} trimestre 2040, selon un calendrier arrêté contradictoirement entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire. Ce calendrier est établi en cohérence et en interface avec le planning d'installation des mobiliers relatif au nouveau

contrat à intervenir à compter du 1^{er} juillet 2040. Les travaux de dépose devront être réalisés dans des conditions permettant d'assurer la continuité du service de transports et de causer le minimum de gêne à ses usagers et à ceux du domaine public, toutes mesures devant être prises par ailleurs pour préserver leur sécurité.

La dépose concerne :

- Le débranchement et la mise en sécurité électrique par un électricien habilité du raccordement au réseau d'éclairage public, conformément aux règles de l'art et après information préalable du gestionnaire de réseau. Le sectionnement des câbles sera proscrit. En cas de dégradation, le Concessionnaire prendra à sa charge la réparation,
- L'enlèvement soigné des mobiliers susvisés,
- Le transport de tous les mobiliers et équipements,
- L'arasement des scellements abandonnés à – 0,10 m par rapport au niveau de sol existant,
- Les reprises de propreté des sols et notamment des scellements abandonnés,
- La remise en état des sols, y compris la démolition des scellements et la suppression du raccordement électrique. Les branchements d'eau potable et eaux usées sont conservés,
- Le nettoyage de la zone de travaux.

Les raccordements électriques au réseau d'éclairage public sont systématiquement déposés par le Concessionnaire à ses frais : retrait du câble d'alimentation et remise en état du raccordement en pied de candélabre (débranchement du câble d'alimentation du mobilier et retrait des dispositifs de raccordement et de protection propre au mobilier : coffret classe II, disjoncteur, disjoncteur différentiel selon le cas). Le concessionnaire fait constater par les services métropolitains la dépose effective des équipements et remise en état du réseau d'éclairage public.

Concernant les branchements au réseau de distribution publique d'électricité, le Concessionnaire se rapproche de l'Autorité Concédante pour connaître les branchements à conserver ou supprimer. Les démarches et les frais pour la dépose des branchements sont à la charge du Concessionnaire.

En cas de non-respect des délais, il sera fait application du barème de pénalités fixé à l'Article 37 above.

TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

Article 44 CONCILIATION - LITIGES - JURIDICTION COMPÉTENTE

Toute contestation entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de conciliation amiable dans les conditions définies ci-après.

Dans un délai de quinze (15) jours de la notification de la contestation par la partie la plus diligente, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante désigneront un expert unique d'un commun accord.

Les frais d'expertise seront supportés par moitié par chacune des deux parties.

En cas d'échec de la conciliation constaté par procès-verbal dressé par l'expert, et en tout état de cause si aucune solution n'est proposée aux parties dans un délai de deux mois courant à partir de la désignation, chacune des deux parties pourra porter le différend par-devant la juridiction administrative.

Les contestations qui s'élèveraient entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire au sujet de la présente convention seront soumises au Tribunal Administratif d'Orléans.

Article 45 ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application des dispositions de la présente convention, les parties élisent respectivement domicile :

- L'Autorité Concédante, à son siège administratif : 60 avenue Marcel Dassault, CS 30651 – 37206 TOURS CEDEX.
- Le Concessionnaire : à son siège social.

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Fait à Tours, le

Pour le Concessionnaire

Pour l'Autorité Concédante

ANNEXES

1. Détail des équipements, couvert par le secret des affaires
2. Plan des implantations
3. Qualité technique et esthétique des mobiliers, couvert par le secret des affaires
4. Annexe financière (détail des prix, révision des prix unitaires) , couvert par le secret des affaires
5. Planning d'installation, couvert par le secret des affaires
6. Charte déontologique, couvert par le secret des affaires
7. Prescriptions relatives à l'entretien et à la maintenance, couvert par le secret des affaires
8. Compte d'exploitation prévisionnel, couvert par le secret des affaires
9. Prescriptions techniques et relatives aux conditions de raccordement au réseau d'éclairage public métropolitain, couvert par le secret des affaires
10. Tableau des pénalités

ANNEXE 9 – TABLEAU DES PENALITES

La présente annexe fixe les délais contractuels de réalisation des différentes prestations.

Tous les montants sont exprimés en euros hors taxes (HT). Les pénalités seront dues quel que soit leur montant.

Tous les délais sont des délais maximum et sont exprimés en jours calendaires.

Les soumissionnaires peuvent proposer des délais plus courts.

Si une prestation n'est pas complètement achevée, les pénalités s'appliqueront sans qu'aucune minoration établie sur un degré d'achèvement ne puisse être demandée par le Concessionnaire.

Les pénalités s'appliqueront après information préalable du Concessionnaire aux adresses mail suivantes : fr.contactddpao@jcdecaux.com et antoine.guitton@jcdecaux.com. Par cette information préalable, l'Autorité Concédante invite le Concessionnaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours et précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées et le ou les retards concernés.

Manquement	Référence	Pénalités
Non continuité du service non attribuable à un cas de force majeure	Article 8	500 € par jour de retard
Non-respect de la qualité du service	Article 9	200 € par constat
Non-respect du planning de déploiement des mobiliers en début de contrat	Article Titre II 16.2	300€ par mobilier et par jour de retard
Non-respect du délai de fourniture, pose ou déplacement de mobilier en cours de contrat	Article 19	100€ par mobilier et par jour de retard
Non-respect du délai de dépose des mobiliers en fin de contrat	Article 43	300€ par mobilier et par jour de retard

Non-respect de la part du Concessionnaire dans l'exécution d'une ou plusieurs des opérations qui lui sont confiées au titre de l'entretien, de la maintenance et du nettoyage (y compris travaux d'entretien, de renouvellement et remise en état)	Article 18	500 € au premier constat 1000 € en cas de récidive (à partir du deuxième constat sur la même infraction)
Non-transmission de la fiche d'implantation dans les délais	Article 16.2	300€
Non transmission du planning de pose dans les délais	Article 16.2	300 €
Non transmission du plan de récolement	Article 16.2	300€
Non-transmission du rapport annuel	Article 34	300€ par jour de retard
Non transmission du tableau de bord trimestriel	Article 35.1	300 € par jour de retard